

## Courrier des lecteurs

**Rwanda. Massacres et déplacements de populations. Notre journal a rompu la discrétion médiatique.**

### La responsabilité française

Lors d'une réunion de la cellule Daniel-Bouvat du Centre d'essais des propulseurs de Saclay, le texte d'une motion adressée au président de la République et à son premier ministre a été adopté. En voici des extraits :

« D'après M. Alexis Kanyangwe, président du Front patriotique rwandais (« l'Humanité » du 27 avril), le gouvernement français et le président de la République seraient pour beaucoup dans la tragédie rwandaise (...).

« Ces informations en recourent d'autres qui confirment que le choix des dirigeants actuels de la France les conduit à aider dictatures et dictateurs au détriment des peuples et de la paix. Concernant le Rwanda, nous vous demandons expressément de cesser immédiatement tout soutien aux forces qui massacrent le peuple rwandais et, au contraire, de soutenir les forces de paix (...). »

Bernard Rabret  
91 Les Ulis

### Agir pour la paix

Voici des extraits d'une lettre que je viens d'adresser à François Mitterrand :

« C'est avec une grande consternation que je constate l'horreur des massacres, des actes de barbarie et des génocides inqualifiables qui se déroulent au Rwanda, un pays que la France ne peut ignorer.

« Vu la malheureuse décision du Conseil de sécurité des Nations unies de ne pas porter secours à la population rwandaise en danger de mort, je me pose des questions suivantes : est-ce que l'homme du XX<sup>e</sup> siècle peut être témoin d'un tel drame et rester indifférent ? Avons-nous le droit de laisser mourir les innocents et les faibles ? Quelle est, de nos jours, l'utilité de la Déclaration des droits de l'homme ? (...) »

Pascal Koama  
06 Grasse

### Merci à « l'Huma »

Permettez-moi de vous remercier de vos articles sur le génocide actuel au Rwanda pour essayer d'éveiller la conscience humanitaire de l'opinion publique (...).

D Fabienne Coymans  
13 Marseille

## Rwanda

# Conférence de presse près de la rivière de la mort

**Paul Kagame, responsable militaire du Front patriotique rwandais, répond aux questions de la BBC, de New Vision, de Reuter et de « l'Humanité ».**

De notre envoyé spécial au Rwanda.

Le Front patriotique rwandais (FPR) a donné rendez-vous aux rares journalistes présents sur le terrain. La rencontre s'est déroulée près du pont de Rusumo, qui franchit la rivière Akagera, à proximité de la frontière tanzanienne. Un lieu rendu morbide par les centaines de cadavres roulés chaque jour dans les flots jaunâtres de ce fleuve.

Les médias de quatre pays étaient représentés à la conférence de presse du général-major Paul Kagame, dirigeant militaire du FPR : ceux du Rwanda (Radio-Muhabura, la chaîne du FPR), de Grande-Bretagne (agence Reuter, BBC), d'Ouganda (New Vision) et de France (« l'Humanité »).

Evoquant notamment les déclarations de Boutros Boutros-Ghali et du Conseil de sécurité de l'ONU, Paul Kagame a souligné : « La situation est d'autant plus compliquée que ceux qui ont en charge ce problème ne semblent pas comprendre les données de base. Peut-être ne se sont-ils pas entourés de bons conseils, ou peut-être parmi eux se trouve-t-il des gens qui essaient de falsifier la réalité. »

## 49 organisations françaises exigent un embargo sur les armes

UN collectif d'organisations non gouvernementales françaises, regroupant 49 associations humanitaires et des droits de l'homme (1), vient de se constituer à Paris pour lancer un cri d'alarme à l'opinion publique sur la tragédie qui frappe le peuple rwandais. Au cours d'une conférence de presse, organisée hier, avec la participation de Pierre Vidal Naquet, de Gustave Massiah (AITEC), de René De Shutter (CIMADE) et de M<sup>re</sup> Delaporte, président de la Commission justice et paix, le collectif Solidarités France-Rwanda a publié une déclaration soulignant que « l'ampleur et le systématisme des massacres placent ce pays au centre de la souffrance de l'humanité ». Rappelant leurs « exigences humanitaires d'urgence », les

Interrogé sur l'envoi éventuel d'une force d'intervention internationale, le représentant du FPR a déclaré : « Ce serait pour le moins inopportun. Ce dont le Rwanda a besoin, c'est d'une assistance humanitaire au profit des survivants des massacres. Lorsque les tueries ont commencé à Kigali, tout le monde a pu vérifier que les souffrances infligées à notre peuple n'étaient pas la préoccupation première des institutions internationales. Celles-ci ont, par ailleurs, montré beaucoup d'hypocrisie en reprochant au FPR de reprendre les armes. Nous l'avons fait parce que notre priorité était et demeure l'établissement de la paix dans le pays. Ce que nous avons accompli depuis a été mille fois plus efficace que ce qu'une force d'intervention aurait pu ou non apporter au Rwanda. »

### La mort de l'opposition

« Nous n'acceptons pas ce gouvernement (le « gouvernement intérimaire » dont un représentant a été récemment reçu au Quai d'Orsay et à l'Élysée) mis en place par des tueurs. Vous avez vu les cadavres de la rivière ? Les massacres ont été perpétrés à l'incitation de ce gouvernement. Ces assassins sont devenus fous au point de revenir tuer les orphelins dont les parents avaient déjà été massacrés. Uniquement parce que ce sont des enfants tutsis. Dès le début du carnage, ils avaient décidé la mort de ceux qui faisaient partie de l'opposition po-



Ces combattants du FPR transportent des vivres destinés aux survivants des massacres.

litique, qu'ils soient hutus ou tutsis. Cela parce qu'ils n'acceptent pas les accords d'Arusha (conclus l'été dernier et préconisant un gouvernement regroupant toutes les forces politiques), la perspective d'un changement politique. »

Interrogé sur les réfugiés ayant franchi le pont vers la Tanzanie, le général a répondu : « Lorsque le FPR est arrivé à Rusumo, ces gens avaient déjà traversé. Nous n'avons empêché personne de partir. Si d'autres se présentent, nous sommes prêts à faciliter leur départ. Nous sommes opposés à une force d'intervention internationale, mais nous sommes en faveur d'une assistance humani-

taire. Une assistance aussi pour protéger les organisations non gouvernementales (ONG), qui redoutent l'absence de sécurité. Là, oui, les Nations unies peuvent œuvrer utilement pour leur assurer cette sécurité. »

Qu'est-ce que le FPR ? a-t-il été demandé.

### Une politique de ségrégation

« Face à ceux qui jouent de la haine interethnique, le FPR travaille au rassemblement dans ses rangs de tous ceux qui souhaitent un changement dans notre pays. Il est vrai que, à l'origine, le FPR a été un mouvement tutsi, parce qu'il s'est créé parmi les réfugiés et qu'à l'époque les réfugiés étaient tutsis. Aujourd'hui, nos militants proviennent de toutes les ethnies et de toutes les régions. »

« Jusqu'à maintenant, personne n'a essayé de bâtir une unité et une conscience nationales. Ce que j'appellerai un leadership national », a poursuivi Paul Kagame. « Depuis notre indépendance, c'est toujours une politique de ségrégation qui a été mise en œuvre, avec une faction monopolisant les pouvoirs, tous les autres n'étant que des spectateurs. Nous refusons les divisions entretenues sur des bases ethniques et régionales et sommes prêts au multipartisme. L'élite politique vient d'être décimée. Nous souffrirons longtemps de cela. »

« Pensez-vous que l'ONU veut vous empêcher de gagner la guerre ? » demande alors un journaliste britannique.

« Nous nous posons la question », a répondu le responsable

du FPR. « J'ai l'impression que dans ses rangs il y a des puissances — surtout les Français, et ils ont du muscle au Conseil de sécurité ! — qui voudraient bien influencer sur l'issue du conflit. »

« Le gouvernement français a toujours eu une attitude négative. Même lorsque les atrocités de ce régime étaient évidentes. Récemment encore, le gouvernement français a reçu, comme si de rien n'était, des gens qui commanditent les massacres. Nguère (à partir de 1990), quand le gouvernement français a envoyé des soldats participer aux opérations contre nous, au côté des FAR (forces armées rwandaises), pensez-vous sérieusement que les autorités françaises s'imaginaient lutter pour la démocratisation de notre pays ? »

« A quoi attribuez-vous ce comportement de longue date ? Il n'y a guère d'intérêts économiques français au Rwanda ? », avons-nous demandé.

« Je crois que la France a commencé sur un faux pas et qu'elle ne veut pas admettre qu'elle a eu tort. Ce sont les représentants français qui, au Conseil de sécurité, viennent de s'opposer à l'emploi du terme « génocide », et pourtant ! Je ne comprends pas cette obstination. C'est vrai, la France n'a pas chez nous d'intérêts spécifiques. Alors peut-être sommes-nous une pièce, un rouage dans sa politique générale en Afrique. Sur ce continent, le gouvernement français a soutenu beaucoup de régimes incroyables. Y compris donc, au Rwanda, avec un gouvernement qui a massacré tant de gens. »

JEAN CHATAIN

(1) Parmi lesquelles le CIMADE, Terre des hommes, Médecins du monde, le CCFD, Survie et la Fédération des ligues des droits de l'homme. Pour tout contact, s'adresser à Solidarités Rwanda, c/o Survie, 57, avenue du Maine, 75014 Paris.